



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
SERVICE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ESPACES NATURELS
BUREAU DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Arrêté du 16 FEV. 2024

**accordant un report d'échéance à titre dérogatoire
pour le dépôt du dossier de régularisation du système d'endiguement de classe C
de la Thur à Ranspach, dans le cadre de la procédure simplifiée**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et de l'affirmation des métropoles ;

Vu la loi du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ;

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 562-14 qui fixe l'échéance de dépôt du dossier de régularisation du système d'endiguement de classe C au 30 juin 2023 après prorogation de 18 mois et le périmètre d'une procédure de régularisation simplifiée ;

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations ;

Vu le décret n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 avril 2017 précisant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en systèmes d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003211-48 du 30 juillet 2003 portant approbation du Plan de Prévention du Risque (P.P.R.) naturel prévisible « inondation » pour la vallée de la Thur ;

Vu le récépissé de déclaration d'existence du 10 février 2006 de la digue existante en rive gauche de la Thur à Ranspach, nommée THU-Ranspach ;

Vu l'arrêté du 17 mai 2021 portant adhésion de nouvelles communes et approbation des statuts modifiés du Syndicat mixte de la Thur Amont ;

Vu la convention de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage du 28 mars 2023 signée entre le Syndicat mixte de la Thur Amont et Rivières de Haute Alsace ;

Vu la demande du Syndicat mixte de la Thur Amont en date du 19 novembre 2019 sollicitant une prorogation de 18 mois pour le dépôt du dossier de régularisation du système d'endiguement sur la commune de Ranspach au motif de « l'importance des dépenses budgétaires à engager pour la réalisation et la mise à jour des études » ;

Vu le courrier du préfet du Haut-Rhin en date du 16 décembre 2019 accordant une prorogation de 18 mois pour le dépôt des dossiers de régularisation simplifiée des systèmes d'endiguement et des aménagements hydrauliques ;

Vu la demande du Syndicat mixte de la Thur Amont, par courrier en date du 29 juin 2023, sollicitant une dérogation préfectorale d'une durée d'un an, soit jusqu'au 30 juin 2024, pour déposer le dossier de régularisation simplifiée du système d'endiguement de classe C de la Thur à Ranspach, au motif que le « département du Haut-Rhin, de par son histoire, possède un nombre d'ouvrages importants, 63 dossiers d'autorisations simplifiées étant en cours » ;

Vu l'avis favorable du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires en date du 8 novembre 2023 ;

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire sur le présent arrêté envoyé en courrier avec accusé de réception le 28 décembre 2023 ;

Considérant que le projet de système d'endiguement de la Thur à Ranspach, constitué des digues THU-Ranspach (THU_RAN-G1) et THU-RAN-D1 est un système d'endiguement de classe C ayant vocation à protéger une population inférieure ou égale à 3000 personnes ;

Considérant que la digue THU_RAN-G1 est autorisée à la date de publication du décret n°2015-526 susvisé ;

Considérant que la régularisation administrative du système d'endiguement de la Thur à Ranspach est d'intérêt général pour la protection contre les inondations ;

Considérant qu'en l'absence de régularisation administrative des digues de la Thur à Ranspach, les ouvrages devront être neutralisés, situation qui aurait des incidences négatives en matière de protection ;

Considérant que le délai d'un an sollicité par le Syndicat mixte de la Thur Amont dans son courrier en date du 29 juin 2023 ne met pas en cause la sécurité des ouvrages, et donc des personnes et des biens, dans la mesure où le suivi et la gestion des ouvrages restent assurés par le gestionnaire, et qu'il n'y aura pas de période sans gestionnaire sur ces ouvrages ;

Considérant, au vu du nombre de dérogations sollicité par le Syndicat mixte de la Thur Amont et Rivières de Haute Alsace (RHA), que des prescriptions de sécurité renforcée de digues et d'information des autorités et du public seront nécessaires pendant la période précédant la régularisation en système d'endiguement afin de satisfaire les exigences de la protection et la sécurité des personnes et des biens ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire de la dérogation

Le Syndicat mixte de la Thur Amont, dénommé ci-après « le pétitionnaire », représenté par son président, est bénéficiaire de la dérogation définie à l'article 2, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 2 : Dérogation

Une dérogation d'un an est accordée au pétitionnaire à compter du 1^{er} juillet 2023 pour déposer le dossier de régularisation du système d'endiguement de classe C de la Thur à Ranspach par procédure simplifiée, soit jusqu'au 30 juin 2024.

Ce système d'endiguement est composé des digues suivantes :

- THU-Ranspach (THU_RAN-G1, FRD0680015)
- THU-RAN-D1

telles que présentées sur le plan en annexe.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin et sera publié sur le site des Services de l'État du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la paix – 67000 Strasbourg) :

1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de 4 mois à compter de :

a) l'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2^o de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) la publication de la décision sur le site des services de l'État dans le Haut-Rhin

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^{er} et 2^{ème} alinéas.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » sur le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : Exécution et notification

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à Colmar, le **16 FEV. 2024**

Le préfet



Thierry QUEFFÉLEC

Annexe : plan des ouvrages concernés

